

Chronologie de l'escalade française contre la Russie depuis le 26 février 2024

- jusqu'au 26 février 2025

26 février 2024 : conférence à Paris de soutien au régime ukrainien, avec 27 pays représentés au plus haut niveau (la liste n'est pas rendue publique). Emmanuel Macron est le seul présent à la conférence de presse et explique que l'envoi de troupes au sol en Ukraine est une possibilité.

29 février 2024 : le Parlement européen vote pratiquement à l'unanimité deux appels contre la Russie, celle-ci devant passer une étape de « désimpérialisation, décolonisation et refédéralisation ».

7 mars 2024 : le président français Emmanuel Macron reçoit à l'Élysée les chefs des partis politiques ayant une représentation au Parlement, afin de parler de la question ukrainienne.

8 mars 2024 : le ministre français des Armées Sébastien Lecornu annonce que des armements français seront directement produits en Ukraine. Il mentionne l'entreprise KNDS (qui produit des munitions, les canons Caesar et des véhicules militaires). Sont également concernés le producteur de véhicules Arquus et le fabricant de drones Delair.

11 mars 2024 : l'institut suédois SIPRI fournit son rapport sur les ventes d'armes, où la France est le second exportateur mondial pour la période 2019–23.

12 mars 2024 : l'Assemblée nationale vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien (signé le 16 février 2024), par 372 voix pour, 101 abstentions et 99 voix contre.

13 mars 2024 : le Sénat vote en faveur de l'accord bilatéral franco-ukrainien, par 293 voix pour, 11 abstentions, 22 contre.

14 mars 2024 : le président français Emmanuel Macron accorde une interview au « 20 heures » des chaînes TF1 et France 2. Il y présente la Russie comme un « adversaire ».

Le Monde révèle des propos tenus par le président français Emmanuel Macron le 21 février 2024. « Emmanuel Macron trinque, un verre de whisky à la main. La nuit s'étire, ce 21 février, dans le salon des portraits, à l'Élysée. Le chef de l'État répond à ceux qui le félicitent pour son « beau discours » en l'honneur des résistants arméniens Missak et Mélinée Manouchian qu'il vient de faire entrer au Panthéon. Mais le président de la République est songeur. La situation en Ukraine, envahie par les troupes russes depuis deux ans maintenant, se dégrade. La guerre s'enlise. « De toute façon, dans l'année qui vient, je vais devoir envoyer des mecs à Odessa », lâche d'un air dégagé le chef de l'État devant une poignée d'invités. »

15 mars 2024 : réunion à Berlin du chancelier allemand Olaf Scholz, du premier ministre polonais Donald Tusk et du président français Emmanuel Macron annonçant des mesures de soutiens militaires au régime ukrainien.

16 mars 2024 : le quotidien Le Parisien publie une interview d'Emmanuel Macron effectuée lors de son retour de Berlin.

« Peut-être qu'à un moment donné – je ne le souhaite pas, n'en prendrai pas l'initiative –, il faudra avoir des opérations sur le terrain, quelles qu'elles soient, pour contrer les forces russes. »

19 mars 2024 : le chef d'État-major de l'armée de Terre Pierre Schill explique dans une tribune dans le quotidien Le Monde que l'armée de terre « est prête » et disposée à prendre la tête d'un corps d'armée de coalition de 60 000 hommes, alors qu'en Russie le chef des services secrets extérieurs annonce l'envoi de 2000 soldats français en Ukraine, qui seront alors « une cible prioritaire et légitime pour les attaques des forces armées russes ».

24 mars 2024 : dans le cadre de l'attentat islamiste à Moscou, l'État français remet Vigipirate à son plus haut niveau (« urgence attentat »), clairement une opération de propagande psychologique.

26 mars 2024 : conférence de presse du ministre des Armées Sébastien Lecornu avec Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement, et Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, où est annoncée la possible réquisition de l'industrie de l'armement pour renforcer la production, conformément à ce que permet désormais la loi de programmation militaire 2024-2030.

28 mars 2024 : voyage secret jusqu'au dernier moment à Kiev de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, accompagnée d'une délégation du groupe parlementaire européen libéral Renew Europe, dont la présidente Valérie Hayer est également tête de liste pour la majorité présidentielle aux élections européennes; la première a souligné que « nous ne mettons pas de limite a priori à notre engagement » et que « rien n'est a priori exclu de ce qui pourrait se révéler nécessaire », la seconde a dit que le soutien français était « inébranlable », « aussi longtemps qu'il faudra », « quoi qu'il en coûte ».

30 mars 2024 : Anne Hidalgo, maire de Paris, se rend à Kiev où elle affirme que « Je veux dire aux athlètes russes et aux (athlètes) biélorusses qu'ils ne sont pas les bienvenus à Paris et dire aux athlètes ukrainiens et à l'ensemble du peuple ukrainien que nous les soutenons de façon très active, très forte ».

Le Premier ministre polonais Donald Tusk affirme lors d'une interview à la presse occidentale que « cela semble dévastateur, surtout pour la jeune génération, mais nous devons nous habituer au fait qu'une nouvelle ère a commencé : l'ère de l'avant-guerre. Je n'exagère pas » et que « le plus inquiétant en ce moment est qu'absolument tous les scénarios sont possibles ».

31 mars 2024 : dans une interview au quotidien La Tribune, le ministre des Armées Sébastien Lecornu annonce que la France allait fournir au régime ukrainien un nouveau lot de missiles Aster 30 et des centaines de véhicules de l'avant blindé.

1er avril 2024 : le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné se rend à Pékin, rencontrant son homologue Wang Yi et le Premier ministre Li Qiang, et demande que la Chine cesse son soutien à la Russie (« Nous attendons de la Chine qu'elle passe des messages très clairs à la Russie ») afin que s'établisse un « rapport de force favorable à l'Ukraine ».

2 avril 2024 : le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken se rend en France, visitant l'usine Nexter avec le ministre des Armées Sébastien Lecornu, faisant une conférence de presse avec le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné,

rencontrant finalement le président Emmanuel Macron.

3 avril 2024 : le chef d'état-major de l'Armée de terre Pierre Schill explique lors d'un long entretien sur France Culture que l'intention d'Emmanuel Macron « est la perspective de franchir une marche supplémentaire dans l'aide à l'Ukraine ».

Le ministre français des Armées Sébastien Lecornu s'entretient au téléphone avec son homologue russe Sergueï Choïgou, pour la première fois depuis octobre 2022, et souligne que la France « continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et aussi intensément que nécessaire ».

4 avril 2024 : à la suite de l'entretien téléphonique de la veille, la Russie affirme espérer que la France n'a rien à voir avec l'attentat islamiste à Moscou, ce qui amène le président français Emmanuel Macron à dénoncer des commentaires « baroques et menaçants. »

5 avril 2024 : la tête de liste PCF pour les Européennes, Léon Deffontaines, est interviewé par France Info où il affirme que « moi, je suis favorable, et on l'a toujours dit, à aider les Ukrainiens militairement, à se défendre, et il faut regarder bien sûr les besoins qu'ils ont, et il faut qu'on regarde bien évidemment en fonction des besoins du front ukrainien. Il faut cesser à tout prix, à tout prix, que les Russes continuent d'avancer. »

8 avril 2024 : le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné, depuis Abidjan, affirme qu'une rupture de contact avec la Russie est nécessaire.

Il prend pour prétexte de dénoncer les comptes rendus russes des discussions qui seraient mensongers. Il explique qu'il n'y aura pas de retour à la normale avant une évolution sur le terrain militaire pour l'Ukraine.

11 avril 2024 : Emmanuel Macron pose la première pierre d'une usine de poudre pour obus à Bergerac. « Nous sommes partis durablement pour nous installer dans un changement géopolitique, géostratégique où les industries de défense vont avoir un rôle croissant. »

12 avril 2024 : la Russie convoque l'ambassadeur français ; le ministre des Armées Sébastien Lecornu affirme vouloir « moderniser » le recensement des jeunes, afin d'être en mesure d'identifier les compétences et dans une perspective de « remilitariser » la Journée défense et citoyenneté ; Sébastien Lecornu, dans une interview à Ouest France, parle de guerre à venir et annonce que des pilotes ukrainiens sont entraînés en France ; Un pseudo-sondage du CEVIPOF et de l'IRSEM annonce qu'un jeune sur deux est prêt à s'engager dans l'armée française pour se battre en Ukraine.

13 avril 2024 : l'économiste Thomas Piketty appelle à l'intégration de l'Ukraine dans une tribune publiée dans Le Monde.

17 avril 2024 : tribune publiée dans Le Monde et signée notamment par l'économiste Thomas Piketty demandant que soient confisqués les avoirs russes pour les attribuer par la force au régime ukrainien.

18 avril 2024 : interviewé par BFMTV, le premier ministre Gabriel Attal affirme que « la victoire de la Russie sur l'Ukraine serait un cataclysme pour le pouvoir d'achat des Français ».

20 avril 2024 : sur LCI, une chaîne d'intense propagande quant à la supposée imminente défaite totale de la Russie, le général Michel Yakovleff, qui a été membre de l'état-major de l'Otan, assure que la production européenne d'artillerie sera plus puissante que celle de la Russie en 2025.

21 avril 2024 : Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe, affirme dans une interview à Ouest-France que « Nous sommes pilonnés par la propagande de la Russie ».

Le youtubeur français « HugoDécrypte » (1,5 million d'abonnés) met en ligne un entretien avec le président ukrainien Zelensky, à Kiev dans un cadre officiel, nécessairement avec l'aval et l'appui des autorités françaises. Ils y abordent la question de l'envoi de soldats français sur le front en Ukraine ainsi que le risque d'emballement avec l'implication directe de la France dans une guerre contre la Russie.

La mise en scène est totale, jusqu'à faire semblant à la fin de l'entretien que celui-ci se déroule en off, dans les escaliers, en abordant des sujets personnels, du type que dites-vous à vos enfants ? La guerre vous a-t-elle changé ? Vous pensez à la vie après la guerre ?

23 avril 2024 : dans Les Echos, tribune de Phuc-Vinh Nguyen, chercheur en politique française et européenne de l'énergie à l'Institut Jacques Delors, appelant au boycott total du gaz russe.

25 avril 2024 : discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne : « La condition sine qua non de notre sécurité, c'est que la Russie ne gagne pas la guerre d'agression qu'elle mène contre l'Ukraine. C'est indispensable (...). Dans la guerre hybride que nous mène la Russie se joue déjà une part de la guerre d'aujourd'hui ».

27 avril 2024 : le Républicain lorrain publie un long entretien entre Emmanuel Macron et douze « jeunes », dans lequel le président français aborde en détail la question de la mise à disposition de l'arme nucléaire française à l'Europe, en ciblant directement la Russie, évoquant également la défense antimissile et les tirs d'armes de longue portée. Il explique aussi : « Si on laisse la Russie gagner et qu'il y a capitulation de l'Ukraine, c'est l'insécurité pour des décennies pour les Roumains, les Moldaves, les Polonais. On joue vraiment notre sécurité, et on joue l'avenir de l'Europe. »

29 avril 2024 : le ministre des Armées Sébastien Lecornu dit avoir ordonné aux industriels qui fabriquent le missile Aster (antiaérien et antibalistique) de prioriser cette production, expliquant que « les commandes civiles doivent désormais passer en second plan, après les commandes militaires ». Des pouvoirs de police administrative ont été mobilisés dans ce cadre pour la première fois d'après le ministre ; c'est la première réquisition dans le cadre de l'économie de guerre officialisée le 26 mars 2024.

1er mai 2024 : le ministre chargé de l'Europe Jean-Noël Barrot raconte sur la chaîne TF1 qu'il ne se passe « pas une semaine sans que la France soit la cible de campagnes structurées et coordonnées par la Russie de Vladimir Poutine ou ses courroies de transmission pour perturber le débat en période pré-électorale ». Il attend des réseaux sociaux qu'ils se plient aux exigences : « Je les appelle à supprimer sans délai ou à bloquer sans délai l'accès aux sites internet que nous avons identifiés ».

2 mai 2024 : Emmanuel Macron accorde une très longue interview à l'hebdomadaire britannique The Economist, aux accents dramatiques, où il parle d'une menace existentielle pour le continent européen et présente la Russie comme entrée dans une logique de « guerre totale ».

3 mai 2024 : Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, réagit aux propos d'Emmanuel Macron dans The Economist en affirmant que « La France, en la personne du chef de l'État français, continue à évoquer en permanence la possibilité de son engagement direct sur le terrain dans le conflit autour de l'Ukraine.

C'est une tendance très dangereuse. » Il a ajouté que « Nous suivons tout cela attentivement et nous continuons, et continuerons, notre opération militaire spéciale (en Ukraine) jusqu'à l'accomplissement de tous les objectifs fixés ».

6 mai 2024 : l'ambassadeur français à Moscou est de nouveau convoqué par les autorités

russes : « Du fait des déclarations de plus en plus belliqueuses des autorités françaises et de la réception d'informations faisant état d'une implication grandissante de la France dans le conflit autour de l'Ukraine (...), l'ambassadeur de France Pierre Lévy a été convoqué (...). La partie russe a présenté son évaluation de principe de la ligne destructrice et provocatrice de Paris, qui conduit à une escalade du conflit. » Le président russe décide le même jour de la tenue d'exercices militaires concernant les armes nucléaires tactiques.

La France réagit à la convocation de son ambassadeur en Russie de manière virulente, signifiant qu'elle « constate que les canaux diplomatiques sont une nouvelle fois détournés à des fins de manipulation de l'information et d'intimidation ». Il est parlé d'une « inversion des responsabilités » et de « manœuvres agressives visant à déstabiliser les pays européens » (cyberattaques et actions hybrides). Il est dit que « La France continuera de soutenir dans la durée l'Ukraine ».

8 mai 2024 : l'éditorial du quotidien Le Monde tire à boulets rouges sur la présence de l'ambassadeur français à l'investiture du président russe Vladimir Poutine.

« La France a affiché un message de confusion plus que de fermeté en envoyant son ambassadeur, Pierre Lévy, au Kremlin sans coordination avec ses principaux partenaires européens, à un moment d'extrême tension avec la Russie. »

11 mai 2024 : à la question « Allons-nous partir en guerre ? » (lors d'une mise en scène d'échange vidéo avec des « internautes »), Emmanuel Macron répond qu'il faut être prêt à agir contre la Russie (« pour les dissuader ») ; il explique espérer de toutes ses forces ne pas avoir à partir en guerre, mais qu'il faut néanmoins s'armer, être dissuasifs et crédibles, concluant par le fait qu'il n'exclut pas d'intervenir.

16 mai 2024 : le New York Times rapporte les propos du président du comité des chefs d'état-major interarmées de l'armée américaine sur la présence future de formateurs occidentaux en Ukraine : « Nous finirons par y arriver, avec le temps ».

18 mai 2024 : la Russie affirme que la région de Belgorod a été attaquée par l'armée ukrainienne au moyen de « bombes guidées de fabrication française Hammer » et de « missiles anti-radar Harm de fabrication américaine ».

19 mai 2024 : le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale Jean-Louis Bourlanges appelle la France à « lever un tabou injustifiable, « à sortir de sa réserve et à prendre une décision comparable à celle des Britanniques et des Américains », et donc à autoriser l'armée ukrainienne à frapper en Russie même au moyen d'armes françaises.

21 mai 2024 : les huit principales (selon LCI) têtes de liste françaises aux élections européennes étaient réunies pour un débat ; Jordan Bardella (RN), Valérie Hayer (Renaissance), Raphaël Glucksmann (PS-Place Publique), François-Xavier Bellamy (LR), Manon Aubry (LFI), Marion Maréchal (Reconquête !), Marie Toussaint (Les Écologistes) et Léon Deffontaines (PCF) ont été unanimes quant à leur hostilité à la Russie.

22 mai 2024 : le Canard Enchaîné affirme, repris par tous les médias, que la Russie serait derrière les tags défigurant le mur des Justes à l'extérieur du mémorial de la Shoah.

23 mai 2024 : la tête de liste du Rassemblement National aux Européennes Jordan Bardella présente, lors d'un débat télévisé avec le premier ministre Gabriel Attal, la Russie comme « une menace multidimensionnelle ».

L'éditorial du quotidien Le Monde exige qu'on comprenne qu'il y a une alliance sino-russe contre les États-Unis.

24 mai 2024 : le Conseil de Paris vote à l'unanimité la décision de donner le nom d'une rue de Paris à Alexeï Navalny, en faisant en sorte que cela soit le plus proche possible de l'Ambassade de Russie.

Le ministre français des Affaires étrangères Stéphane Séjourné affirme que « la Russie a multiplié les provocations aux frontières de l'Union européenne en Estonie, en Finlande et en Lituanie. Pleine solidarité avec l'Estonie, la Finlande, la Lituanie face à ces actions agressives inacceptables. Nous suivons attentivement la situation aux côtés de nos alliés, qui agissent avec calme et sang-froid. »

27 mai 2024 : le chef de l'armée ukrainienne Oleksandr Syrsky annonce l'envoi de formateurs français dans un message sur le réseau Telegram, après une discussion vidéo avec le ministre français des Armées Sébastien Lecornu.

« Je salue l'initiative de la France d'envoyer des instructeurs en Ukraine pour former les militaires ukrainiens. J'ai déjà signé les documents qui permettront aux premiers instructeurs français de se rendre prochainement dans nos centres de formation et de se familiariser avec les infrastructures et leur personnel. »

La France dément en affirmant que le projet n'est encore qu'à l'étude.

28 mai 2024 : lors d'une conférence de presse aux côtés du chancelier Olaf Scholz au château de Meseberg, près de Berlin, le président français Emmanuel Macron affirme que l'armée ukrainienne a le droit de frapper sur le territoire russe avec des armes fournies par les pays de l'Otan (« On doit leur permettre de neutraliser les sites militaires d'où sont tirés les missiles »).

Interviewé par Public Sénat, le Général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la revue Défense nationale, estime que l'envoi de formateurs français sur le sol ukrainien ne relève plus que d'une simple « question de timing ».

Une tribune publiée dans Le Monde affirme que « Il est indécent d'inviter la Russie aux commémorations du débarquement en Normandie, le 6 juin ». Signée par des universitaires et dans un grand style propagandiste, elle dénonce la présence éventuelle de la Russie pour le 80^e anniversaire du débarquement, en raison du « cortège de viols, d'enlèvements d'enfants, de tortures et de frappes sur les hôpitaux, les écoles ou les infrastructures énergétiques ».

1er juin 2024 : cinq cercueils recouverts du drapeau français et de l'inscription « Soldats français morts en Ukraine » sont déposés devant la tour Eiffel à Paris ; un Bulgare, un Allemand et un Ukrainien sont interpellés dans la foulée, la chaîne d'État France info évoquant deux jours après une possible « ingérence russe » ainsi qu'une « tentative de déstabilisation politique », alors qu'un des trois interpellés est présenté comme suspect dans l'affaire des mains rouges taguées sur le mémorial de la Shoah à Paris.

2 juin 2024 : le site officiel de Microsoft publie un article intitulé « Comment la Russie tente de perturber les Jeux Olympiques de Paris 2024 », afin de présenter une note détaillée du Microsoft Heather Analysais Center à ce sujet ; les efforts russes consisteraient en le fait de dénigrer la réputation du CIO et de faire peur quant à une explosion de violence lors de l'événement.

5 juin 2024 : un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères réagit aux propos de l'ambassade de Russie en France disant que les soldats, spécialistes et instructeurs militaires français sur le sol ukrainien seraient une cible légitime : « ce sont des propos scandaleux qui ne resteront pas sans conséquences » ; il précise que des discussions sont en cours quant à la réponse française à faire à la Russie.

6 juin 2024 : la Russie n'a pas de représentant invité en France pour le 80e anniversaire du débarquement en Normandie, alors que le président ukrainien Volodymyr Zelensky est quant à lui présent ; le président américain Joe Biden dénonce le président russe Vladimir Poutine comme « un tyran » et le président français Emmanuel Macron annonce la fourniture à l'Ukraine de la fourniture d'avions de chasse de type Mirage et la mise en place pratique par la France de 4500 soldats ukrainiens (formation, matériel, etc.) en Ukraine même.

Le ministère français des Armées publie une mise à jour des matériels livrés à l'Ukraine ; depuis le début de l'année 2024, il annonce avoir livré : 100 800 rations de combat, 1526 jumelles vision nocturne, 15 systèmes Milan (anti-chars), 34 VAB (véhicules blindés), 5 camions TRM 10 000, 19 Zodiacs Futura, 5 citernes carburant, 65 tonnes de produits pétroliers, 8065 m de carburéacteur, 620 000 munitions petit calibre, 2500 grenades, 10 000 cartouches de 12,7 mm, 1000 obus de 105 mm AMX10 RC, 16 500 obus de 155mm Caesar et TRF1, 60 drones de reconnaissance, 200 pétards, 1300 détonateurs, 1400 matériels pyro, 1000 mines antichar, 155 mitrailleuses 7,62 mm, 150 mitrailleuses 12,7 mm, 10 fusils de précision et 63 bombes Mk81 ; en ce qui concerne les bombes guidées AASM, le nombre est gardé secret.

7 juin 2024 : le président ukrainien Volodymyr Zelensky a droit à une journée bien remplie à Paris, avec une cérémonie en son honneur à l'Hôtel national des Invalides, un discours devant l'Assemblée nationale, une visite du quartier général des Forces armées françaises, une visite d'une usine d'armement, un entretien avec le Président américain Joe Biden également présent à Paris, puis une réception à l'Élysée. Annonce officielle de la prise en charge par la France de la formation et de l'équipement d'une brigade ukrainienne (plus de 4000 soldats).

11 juin 2024 : lors de la troisième Conférence pour la reconstruction de l'Ukraine, à Berlin, le ministre des Affaires étrangères Stéphane Séjourné est absent, ayant annulé sa venue pour cause de dissolution.

15 juin 2024 : lors d'un sommet en Suisse sur la paix en Ukraine, mis en place par le camp occidental, le président français Emmanuel Macron a souligné l'importance « de construire ce qui devrait être un ensemble d'exigences clés de la communauté mondiale que nous pourrions mettre sur la table vis-à-vis de la Russie », et « de mettre en place « un suivi afin d'élargir le cercle des pays qui se joignent à nos efforts ». Tout cela au nom de la paix en apparence : « Personne dans cette salle n'est en guerre contre la Russie, mais tout le monde souhaite une paix durable, c'est-à-dire une paix qui respecte les règles internationales et qui rétablisse l'Ukraine dans sa souveraineté. »

Le quotidien Le Temps présente Emmanuel Macron comme « absent, ou peu investi », « comme sonné par l'implosion du système politique français pourtant provoquée par son annonce de dissolution de l'Assemblée nationale ».

24 juin 2024 : le président du Rassemblement national Jordan Bardella, pressenti pour être Premier ministre en cas de victoire de son parti aux élections législatives, affirme que la Russie est une « menace multidimensionnelle », contestant « des intérêts français, depuis plusieurs mois, plusieurs années sur nos zones d'influence historique en Afrique, en mer Noire et aussi dans nos outre-mer, en prenant fait et cause pour notamment pour les Comores ».

Comme en écho, Emmanuel Macron, au côté du secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, à l'Élysée, a rassuré sur la continuité du choix stratégique de la France.

« Notre soutien à l'Ukraine demeure et demeurera constant, et nous continuerons de nous

mobiliser pour répondre aux besoins immédiats de l'Ukraine, porter le message de notre détermination sans équivoque pour nous tenir au côté des Ukrainiens dans la durée. »

25 juin 2024 : la Russie interdit 81 médias européens, dont plusieurs médias français. Il s'agit de LCI, Radio France, l'AFP, Le Monde, Libération, La Croix, L'Express, CNews et Arte TV.

Lors d'un débat télévisé avec Manuel Bompard (Nouveau Front populaire) et Gabriel Attal (Renaissance), Jordan Bardella pose à ce dernier la question « Vous voulez mettre un Franco-Russe à la tête d'une centrale nucléaire ? » pour justifier sa position d'interdiction d'emplois sensibles aux binationaux. Gabriel Attal lui répond : « Si c'est une mesure qui concerne les Franco-Russes dans les postes sensibles, est-ce que vous pouvez dire aux Français qui nous regardent qui est Tamara Volokhova ? », en référence à une conseillère européenne du Rassemblement National. Jordan Bardella lui a répondu qu'elle ne dirigeait pas une centrale nucléaire.

26 juin 2024 : Marine Le Pen, du Rassemblement National, affirme dans une interview au quotidien Le Télégramme que « Chef des armées, pour le président (de la République), c'est un titre honorifique puisque c'est le premier ministre qui tient les cordons de la bourse ». Elle ajoute que « Jordan (Bardella) n'a pas l'intention de lui chercher querelle, mais il a posé des lignes rouges. Sur l'Ukraine, le président ne pourra pas envoyer de troupes. »

27 juin 2024 : Marine Le Pen nuance ses propos de la veille. Elle affirme sur le réseau social X que : « Sans remettre en cause le domaine réservé du président de la République, en matière d'envoi de troupes à l'étranger, le Premier ministre a, par le contrôle budgétaire, le moyen de s'y opposer. Jordan Bardella était donc fondé à rappeler qu'il est opposé à l'envoi de militaires français en Ukraine ». Elle fait allusion à un propos de Jordan Bardella du 24 juin où celui-ci fait de l'envoi de troupes en Ukraine une ligne rouge : « Je n'entends pas créer les conditions ou mettre en œuvre » un tel projet.

Comme en écho à cette relativisation, le président ukrainien Volodymyr Zelensky raconte à l'AFP, dans un commentaire à l'écrit, sa certitude que même un changement de gouvernement ne modifierait pas le soutien français. « Nous croyons que les Français continueront à soutenir l'Ukraine quelle que soit la situation politique. » « De même, par la volonté du peuple français, le prochain gouvernement continuera à soutenir pleinement l'Ukraine à la fois sur le champ de bataille. » « Nous sommes convaincus que le prochain gouvernement sera indépendant de l'agresseur russe et restera attaché aux valeurs européennes et à une Europe forte et unie, l'Europe même que l'Ukraine défend contre la tyrannie russe. »

Lors du débat télévisé avant les élections législatives, Jordan Bardella affirme qu'il ne fallait pas laisser « l'impérialisme russe absorber un État allié comme l'Ukraine ».

3 juillet 2024 : le ministère russe des Affaires étrangères publie une photo de Marine Le Pen et commente que « le peuple français recherche une politique étrangère souveraine » et « une rupture avec le diktat de Washington » ; Marine Le Pen réagit vivement en dénonçant une provocation et « une forme d'ingérence » tout en réitérant son soutien au régime ukrainien.

La secrétaire nationale de la CGT Sophie Binet explique sur France Info qu'il faut voter contre le Rassemblement national, car il serait « extrêmement dangereux que nous ayons un gouvernement qui ait des liens pour le moins troubles avec la Russie ».

8 juillet 2024 : début de manœuvres militaires communes Chine-Biélorussie à la frontière occidentale de cette dernière, quelques jours après l'intégration de la Biélorussie dans

l'organisation de la Coopération de Shanghai et à la veille de l'ouverture du sommet de l'Otan à Washington.

10 juillet 2024 : la déclaration au sommet de l'Otan pose que « La Russie demeure la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés ».

11 juillet 2024 : le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, commente de la manière suivante la décision américaine de placer des missiles de longue portée en Allemagne, notamment des Tomahawk, d'une portée de 2770 km : « L'Allemagne, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni participent directement au conflit autour de l'Ukraine. Tous les attributs de la Guerre froide reviennent, avec une confrontation, avec un affrontement direct ».

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov parle « d'un simple maillon dans une escalade, d'un des éléments d'intimidation » à l'encontre de la Russie.

Emmanuel Macron se fait initialement très discret au sommet de l'Otan à Washington célébrant les 75 ans de l'alliance ; entretiens à huis clos et évitement de la presse, il se contente d'une déclaration en anglais et en français sur un réseau social : « Alliés. Unis et solidaires face à la guerre d'agression brutale de la Russie en Ukraine. Moment crucial pour la sécurité et la paix de l'Europe. »

Lors d'une conférence de presse de dernière minute, juste avant de « prendre l'avion », il a catégoriquement refusé de parler de politique intérieure, mais a souligné que le cadre constitutionnel assurait l'intégration à l'Otan et que la France assurerait son soutien à l'Ukraine « aussi longtemps que nécessaire », « Notre soutien continue de faire la différence et doit permettre à l'Ukraine de répondre aux attaques russes. C'est dans cet esprit que des décisions importantes ont aussi été prises, ici, à Washington, pour ancrer notre soutien dans la durée et progresser vers l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan ».

13 juillet 2024 : à l'occasion de la traditionnelle allocution aux armées la veille du 14 juillet, Emmanuel Macron a rappelé le soutien à l'Ukraine et insisté sur « l'ambiguïté stratégique nécessaire face à un adversaire qui ne connaît aucune limite » ; c'est une allusion claire et nette à son hypothèse d'envoyer des troupes françaises en Ukraine, qui avait marqué l'escalade militaire en février 2024.

13 septembre 2024 : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, affirme au Conseil de sécurité que « La France demeure aux côtés de l'Ukraine et continuera à lui apporter un soutien dans tous les domaines ».

17 septembre 2024 : la Russie présente la « liste des États étrangers mettant en œuvre des politiques imposant des lignes directrices idéologiques néolibérales destructrices qui contredisent les valeurs spirituelles et morales russes traditionnelles ». Les ressortissants de ces pays, dont la France, peuvent demander un permis de séjour en Russie, comme « soutien humanitaire aux personnes qui partagent les valeurs spirituelles et morales traditionnelles russes ».

18 septembre 2024 : le quotidien Ouest-France révèle que des Mirage 2000-5 seront donnés à l'Ukraine après modification à la base aérienne de Cazaux pour disposer d'une capacité de frappe air-sol.

19 septembre 2024 : 32 élèves pilotes ukrainiens ont terminé leur formation sur Alphajet « dans le sud-ouest de la France » pour se préparer à piloter des avions de chasse occidentaux.

22 septembre 2024 : lors de la « Rencontre pour la Paix » à Paris, le président français

Emmanuel Macron affirme qu'il faudra « repenser notre rapport à la Russie » après la guerre et instaurer « un nouvel ordre international ».

25 septembre 2024 : dans un discours à l'Assemblée générale des Nations unies, le président français Emmanuel Macron affirme que « la Russie, en effet, mène en Ukraine une guerre de conquête territoriale au mépris des principes les plus fondamentaux de la vie internationale. Elle est coupable de graves manquements au droit, à l'éthique, à l'honneur même. Rien dans ce qu'elle fait ne correspond à l'intérêt commun des nations, ni aux responsabilités particulières qu'elle assume dans cette organisation ».

1^{er} octobre 2024 : le groupe franco-allemand KNDS annonce la création d'une filiale à Kiev, afin de mettre en place des lignes de production d'obus en Ukraine. Le ministre des Affaires européennes Benjamin Haddad, interviewé par le quotidien allemand Berliner Zeitung, explique la position française comme suit : « Nous disons qu'il faut donner aux Ukrainiens les outils dont ils ont besoin pour se défendre – et cela inclut des missiles à longue portée pour attaquer des cibles militaires en Russie ».

5 octobre 2024 : Le ministre des Affaires européennes Benjamin Haddad, interviewé par le Journal du Dimanche, affirme que « C'est la France qui a poussé ses partenaires à franchir des paliers décisifs : la livraison de chars, la livraison de missiles longue portée, les défenses antimissiles ».

9 octobre 2024 : le président français Emmanuel Macron se rend dans un camp militaire près de Reims dans le cadre d'une visite des soldats ukrainiens formés en France. Il s'agit de 2300 soldats de la 155^e Brigade mécanisée, qui sera entièrement équipée par l'armée française.

Le Canard enchaîné, dans la continuité de sa position, publie un article intitulé « L'insoutenable légèreté des Alliés en Ukraine ». On y lit notamment : « Si l'enjeu de la guerre en Ukraine est considéré comme essentiel en Europe centrale et orientale, cela ne semble pas le cas à Paris, à Rome ou à Berlin. Ni [le chancelier allemand] Scholz ni [le président français] Macron, par exemple, ne partagent la détermination ancrée d'un Petr Pavel, le président tchèque, quand il dit : « l'échec de l'agression russe est notre intérêt vital » (27/8).

(...) Pour les Européens, la guerre en Ukraine n'est toujours pas une urgence. Il se pourrait qu'ils le paient un jour. »

Tribune dans Le Monde, intitulée « Il faut autoriser l'Ukraine à frapper les sites de lancement russes avec les armes que nous lui livrons ». Est dénoncée la « stratégie délibérée de terreur » de la Russie, qui vise la production d'énergie et poserait la question « de la survie de la société ukrainienne, de ses libertés et des nôtres. L'Ukraine est une lumière pour la démocratie européenne. Vladimir Poutine veut l'éteindre. Le laisserons-nous faire ? ». Il est également appelé à intervenir militairement en Ukraine : « Nous devons nous dresser contre ce cauchemar programmé. Il faut, avant tout, autoriser enfin l'Ukraine à frapper les sites de lancement russes avec les armes que nous lui livrons. Mieux vaut s'en prendre à l'archer qu'à la flèche. La protection du pays pourrait également être assurée par les États limitrophes et alliés, comme nous le plaidions dans un appel à fermer le ciel ukrainien aux missiles et drones russes, le 14 mai. La destruction, par la défense antiaérienne et les aviations polonaise ou roumaine, des engins qui s'approchent des frontières de l'Union européenne (UE) constituerait un acte de légitime défense, justifiant un changement de doctrine au sein de l'Alliance. » La tribune est signée notamment par Ariane Mnouchkine, metteuse en scène, Jonathan Littell, écrivain, Sylvie Rollet, professeure émérite des universités, et André Klarsfeld, présidente et vice-président de Pour

l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre, Xavier Tytelman, consultant défense, Emmanuel Wallon, professeur émérite des universités, Guillaume Ancel, ancien officier et chroniqueur défense, Gilles Chevalier, contrôleur général des armées, Jacques Duplessy, chargé de mission Ukraine, Association SAFE, François Grünwald, ingénieur, spécialiste de la gestion des crises, fondateur du Groupe URD.

10 octobre 2024 : le président ukrainien Volodymyr Zelensky se rend à Paris pour la cinquième fois depuis le début du conflit armé entre l'Ukraine et la Russie.

Sortie du livre « Vers la guerre ? La France face au réarmement du monde », écrit par Sébastien Lecornu, ministre des Armées. « Le moment que nous vivons, loin de constituer une simple parenthèse, est le signe d'une rupture stratégique profonde. »

17 octobre 2024 : le quotidien britannique The Guardian révèle que six soldats russes sans passeport ont déserté et obtenu un permis de séjour temporaire en France.

18 octobre 2024 : départ pour un voyage en Ukraine du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot, ainsi que du président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale Bruno Fuchs et du président de la commission équivalente au Sénat, Cédric Perrin.

19 octobre 2024 : les ministres de la Défense du G7 réunis à Naples parlent de la marche « irréversible » de l'Ukraine vers l'Otan ; « nous soulignons notre intention de continuer à fournir de l'aide à l'Ukraine, y compris militaire, à court et long terme ».

20 octobre 2024 : dans une interview à La Tribune, le ministre des Armées Sébastien Lecornu annonce que 300 millions d'euros d'intérêts des actifs russes ont été récupérés par la France, qui va les utiliser pour des canons Caesar pour l'armée ukrainienne.

31 octobre 2024 : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, affirme au Conseil de sécurité que « La France, avec ses partenaires, continuera à se tenir aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire ».

L'éditorial du Monde, sans signature particulière et intitulé « Pétrole russe : trop de brèches dans les sanctions », appelle à s'engager de manière très volontaire dans ce domaine.

« L'UE ne dispose pas, comme les États-Unis, d'une administration unique pour enquêter sur de possibles violations. C'est à chaque État membre d'appliquer les sanctions. Surtout, les moyens alloués sont insuffisants, et l'arsenal juridique reste inadapté. Le risque pénal est inexistant dans beaucoup d'États, et les amendes infligées, peu dissuasives. À cela s'ajoute l'hypocrisie de banques et de compagnies pétrolières qui travaillent avec des sociétés à la réputation douteuse. Peu vigilantes sur les transactions suspectes, elles cherchent surtout à se couvrir juridiquement. Se pose enfin la question de la responsabilité des États qui abritent le négoce de pétrole en lui permettant de prospérer en dehors de toute transparence. La Suisse a eu le courage de sortir de sa neutralité en adoptant la plupart des sanctions. Elle doit désormais montrer qu'elle est capable de les faire respecter par les banques et les sociétés de négoce installées sur son sol. »

1er novembre 2024 : à cette date, plus de 14 000 soldats ukrainiens ont été formés par la France.

6 novembre 2024 : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, explique sur Radio France que « ce serait une erreur historique pour les Européens comme pour les Américains d'abandonner les Ukrainiens. C'est notre responsabilité de continuer à soutenir l'Ukraine ».

Sur France Info, Benjamin Haddad affirme que « Nous devons nous donner les moyens de

continuer à soutenir les Ukrainiens, à défendre l'Ukraine, c'est la condition de notre sécurité ».

7 novembre 2024 : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, affirme dans une interview donnée dans Le Monde que « abandonner l'Ukraine serait une erreur historique, un précédent désastreux pour la sécurité internationale ».

Lors du sommet de la Communauté politique européenne à Budapest, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le communiqué de l'Elysée affirme que « lors de cet échange, le Président de la République a tenu à réaffirmer au Président ukrainien que la France continuerait de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression que mène la Russie en Ukraine et pour parvenir à une paix juste et durable, dans le respect du droit international. »

Lors du sommet, Emmanuel Macron a également marqué par son propos suivant : « Le monde est fait d'herbivores et de carnivores ».

8 novembre 2024 : Benjamin Haddad, ministre délégué aux affaires européennes, présente dans une interview donnée à Bloomberg comme « tragique » l'éventualité d'une capitulation de l'Ukraine et appelle au maintien de l'unité américano-européenne dans le soutien militaire.

L'ensemble de la presse salue de manière romantique la mémoire d'un couple tombé au front en Ukraine ; Valentyna Nagorna et Daniil Liachkevych sont en réalité un couple récent faisant partie d'Azov.

9 novembre 2024 : le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, affirme dans Le Parisien que « Nous allons continuer à soutenir les Ukrainiens ».

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu accorde une interview au Journal du Dimanche où il réaffirme le soutien français : « Le soutien militaire est essentiel, et même lorsque la guerre prendra fin, il faudra continuer à renforcer l'armée ukrainienne. D'abord, nous poursuivrons le programme de formation inédit dans le Grand Est de la France, où 2 000 soldats ukrainiens sont formés en brigade par des Français, sur du matériel français.

Ensuite, nous maintiendrons notre soutien. Avec l'arrivée de l'hiver, les frappes en profondeur de la Russie sur le territoire ukrainien vont probablement s'intensifier. Nous allons fournir de nouveau des missiles Mistral, notamment pour protéger les zones de combat. Et pour permettre à l'Ukraine d'effectuer des frappes derrière la ligne de front, j'ai signé ces derniers jours une nouvelle cession d'une dizaine de missiles Scalp comme le président de la République s'y était engagé auprès de Volodymyr Zelensky. »

11 novembre 2024 : l'ambassadeur ukrainien en France Vadym Omelchenko affirme sur RTL que « L'Ukraine ne capitulera jamais » et que la Crimée est ukrainienne.

BFM TV diffuse un documentaire « Russie : l'armée française est-elle prête à la guerre? ».

12 novembre 2024 : lors de la conférence de presse avec le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte en visite à Paris, le président français Emmanuel Macron définit le soutien militaire au régime ukrainien comme une « priorité absolue ».

14 novembre 2024 : visite de Sébastien Lecornu, ministre des Armées, accompagné de Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le camp militaire dans l'Est de la France pour saluer la « brigade Anne de Kyiv » dont la formation touche à sa fin. Le matériel français fourni à cette brigade de l'armée ukrainienne à l'emblème bandériste consistera en 128 véhicules de l'avant blindé, 18 canons Caesar, 18 blindés de

reconnaissance AMX10RC, 10 TRM, 20 postes Milan.

17 novembre 2024 : le général Dominique Trinquand, ancien chef de la mission militaire française auprès de l'ONU, explique sur France Info que « la Russie n'est convaincue que par la force » et salue la décision des États-Unis d'autoriser l'Ukraine à utiliser des missiles à longue portée contre la Russie.

Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a réaffirmé depuis Bruxelles l'engagement français sur la question des missiles à longue portée: « Vous avez entendu le président (Emmanuel) Macron à Meseberg (Allemagne) le 25 mai [en réalité le 28 mai 2024], où nous avons ouvertement dit que c'était une option que nous prenions en considération, s'il fallait autoriser des frappes sur des cibles depuis lesquelles les Russes attaquent le territoire ukrainien ».

Le président français Emmanuel Macron affirme lors d'un voyage en Argentine que la Russie est la seule belliqueuse : « Si on a besoin de savoir quelles sont les intentions de M. Poutine, ce qu'il vient de faire sur le terrain, les signent clairement : quelles que soient ses déclarations, il ne veut pas la paix et n'est pas prêt à la négocier » ; « Je crois qu'il est clair que les intentions du président Poutine sont d'intensifier ses combats » ; « Nous devons tenir nos engagements à l'égard des Ukrainiens, c'est-à-dire leur permettre de mener cette guerre de résistance, livrer des armes, des équipements » ; « Avec ce qui se passe aujourd'hui, il faut d'abord équiper, soutenir et permettre à l'Ukraine de résister. C'est la clé des prochains jours et des prochaines semaines ».

19 novembre 2024 : le président français Emmanuel Macron publie un message à l'occasion de mille jours de conflit en Ukraine.

« Mille jours que l'Ukraine oppose une résistance courageuse à une guerre d'agression illégale et injustifiable. Mille jours que la Russie poursuit son dessein impérialiste et brutal, en ciblant les populations civiles et en violant les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Mille jours que nous nous tenons résolument aux côtés de l'Ukraine et de son peuple, pour faire triompher la liberté, la paix et la justice. Notre soutien ne faiblira pas. »

20 novembre 2024 : lors d'une conférence de presse à l'occasion du G20, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov explique que « Macron a été l'un des plus fervents et des plus grands soutiens matériels de la guerre, prônant la victoire sur la Russie, la défaite stratégique de la Russie. Les militaires ukrainiens terminent actuellement leur formation en France, une brigade d'assaut de choc est en cours de préparation. En fait, ils participent directement aux combats. »

Le président français Emmanuel Macron, présent pour le G20, dit : « J'appelle M. Poutine à la raison et à une désescalade (...) Je veux ici véritablement appeler la Russie à la raison. Elle a des responsabilités en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (...). La Russie, aujourd'hui, est en train de devenir une puissance de déstabilisation mondiale. »

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot affirme que « la Russie n'est pas en position de force » et que « chaque fois que la Russie gagne un kilomètre, c'est la menace qui se rapproche ».

Dans un chat sur le site du quotidien Le Monde, le journaliste Emmanuel Grynszpan explique au sujet de l'armée ukrainienne que « la trajectoire actuelle est mauvaise et sera probablement impossible à inverser si l'aide militaire occidentale diminue ».

Le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères reçoit une délégation de maires

ukrainiens représentant les municipalités de Lviv, Marioupol, Opishnya, Tarashcha, Poltava, Priyutivka, Ouman et Tchortkiv, en présence de l'Ambassadeur d'Ukraine en France et du co-président de la Commission Europe de l'Association des maires de France.

21 novembre 2024 : publication dans Le Figaro d'une tribune intitulée « Luttons contre la "poutinisation" du monde » et signée par le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot et son homologue britannique David Lammy. On y trouve présenté les bases d'une alliance anti-Russie de l'Union européenne et du Royaume-Uni.

« La sécurité de l'Europe et du monde entier est désormais menacée. Vladimir Poutine cherche à créer un précédent qui bouleverserait les règles du système international, autorisant chacun à envahir son voisin en toute impunité. En se banalisant, cette brutalité risque de compromettre la paix mondiale (...). Face aux crises et aux défis, plus d'un siècle après la signature de l'Entente cordiale, le même esprit unit nos deux pays.

Nous travaillons au développement de nos relations bilatérales et à des relations renforcées entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Nous proposons une alternative cohérente à la « poutinisation » et à la fragmentation du monde, fondée sur le progrès technologique, le droit international et l'action multilatérale. »

22 novembre 2024 : pas de réaction officielle américaine ni française après l'envoi d'un missile balistique russe sans charge nucléaire sur la ville de Dnipro.

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot reçoit Andrii Yermak, chef du bureau du président ukrainien Volodymyr Zelensky. « Le ministre a rappelé à cette occasion que la France continuera de soutenir l'Ukraine aussi longtemps et intensément que nécessaire pour faire échec à la guerre d'agression que la Russie mène depuis désormais plus de 1 000 jours. »

23 novembre 2024 : le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot accorde une interview à la BBC où il affirme que : « il n'y a pas de 'lignes rouges' en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine ».

Le général Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de Défense nationale, affirme dans La Dépêche que « Vladimir Poutine déteste l'Occident et nous mène une guerre hybride, de désinformation et de menace. Et elle n'est pas près de s'arrêter. »

25 novembre 2024 : Le Monde publie un long article intitulé « Guerre en Ukraine : l'envoi de militaires européens en discussion ». « Alors que le conflit en Ukraine connaît une nouvelle phase d'escalade, les discussions sur l'envoi de troupes occidentales et de sociétés de défense privées sur le sol ukrainien, ont été réactivées, a appris Le Monde de sources concordantes. Des débats sensibles, pour l'essentiel classifiés, mais bel et bien relancés, dans la perspective d'un éventuel désengagement américain du soutien à Kiev après la prise de fonctions de Donald Trump, aux États-Unis, le 20 janvier 2025. »

« Au sein des armées, en particulier de l'armée de terre, il y a aussi de moins en moins de pudeur sur le rôle qui pourrait être joué par des soldats français, notamment après la cessation des hostilités. »

26 novembre 2024 : Le Parisien publie un article de propagande intense, intitulé « Bunkers et manuels de survie : devant la menace russe, ces pays européens se préparent à la guerre ».

« Face à la menace d'un conflit mondial et nucléaire agitée par Vladimir Poutine, l'Europe tente de s'organiser (...). Aujourd'hui, la France ne dispose que de rares infrastructures sécurisées, principalement destinées à des objectifs militaires ou gouvernementaux. Le

recensement des bunkers était pratiqué jusqu'à la fin des années 1980, mais mériterait aujourd'hui d'être repensé, nous indique la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Face à ce constat, des Français se renseignent auprès d'entreprises spécialisées pour, peut-être, construire un bunker à leur domicile. « Depuis que le gouvernement américain a autorisé l'Ukraine à frapper la Russie avec des missiles ATACMS, on enregistre une hausse très significative des demandes de particuliers », confirme Karim Boukarabila, directeur général de la société Bünkl, spécialiste de ce micro-secteur qui propose des bunkers pour des prix allant de 50 000 à 700 000 euros. »

La Croix publie un article parlant ouvertement de l'envoi de troupes : « Guerre en Ukraine : la France et le Royaume-Uni à la manœuvre pour envoyer des troupes ». Comme pour l'article du Monde, il est parlé de formation et de présence pour garantir la situation en cas de cessation du conflit.

« À Kiev, on parle de « l'alliance des audacieux », un regroupement de cinq à sept pays européens en faveur d'un déploiement de troupes sur le sol ukrainien. Porté publiquement par la France depuis le mois de février et à nouveau évoqué par Emmanuel Macron en juin, en marge de la célébration du 80^e anniversaire du Débarquement, ce projet semble en passe de se concrétiser (...).

Pour envisager un déploiement de troupes en Ukraine, Paris avait besoin d'un allié de poids en Europe. La France a d'abord tenté de convaincre le chancelier allemand Olaf Scholz, sans succès. Paris s'est tourné vers Londres et son nouveau premier ministre, Keir Starmer. Face à l'évolution de la situation, les deux seules puissances nucléaires européennes se sont considérablement rapprochées, ces derniers jours (...).

Selon nos informations, si les deux pays réfléchissent sérieusement à un envoi de troupes au sol, ces forces n'auraient pas vocation à participer aux combats, mais plutôt à mener des missions de formation, de soutien logistique et de renseignement.

Paris forme déjà une brigade ukrainienne depuis le début du mois de septembre, dans l'est de la France. Il s'agirait de faire la même chose, mais en Ukraine : ce qui l'obligerait à envoyer non seulement des instructeurs, mais aussi des militaires pour assurer leur protection, sachant que la brigade ukrainienne formée en France ne mobilise pas moins de 1 500 militaires. »

Le président français Emmanuel Macron participe en visioconférence au sommet Nordic-Baltic Eight de Stockholm (avec les pays nordiques, les pays baltes et la Pologne). Il souligne que l'échec russe en Ukraine est nécessaire pour la sécurité du continent européen.

Le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a réaffirmé le soutien français au régime ukrainien « aussi longtemps et intensément que nécessaire » à son homologue ukrainien Andrii Sybiha en marge de la réunion des Affaires étrangères du G7 à Fiuggi, en Italie.

27 novembre 2024 : Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations Unies, accuse la Russie d'escalade et affirme au Conseil de sécurité que « La Russie ne doit pas compter sur notre démobilisation ».

28 novembre 2024 : un sondage de l'institut CSA pour CNEWS, Europe 1 et le JDD parle de 68% des Français qui sont opposés à une intervention militaire.

29 novembre 2024 : le président français Emmanuel Macron s'est entretenu au téléphone avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il a dénoncé la « logique d'escalade

inacceptable » de la Russie. Le compte rendu officiel de l'Élysée précise que « Le Président de la République a souligné que cette même logique d'escalade n'aurait pas raison de notre détermination à continuer d'aider l'Ukraine aussi intensément et aussi longtemps que nécessaire ».

Le même jour, le président ukrainien affirme que « si nous voulons mettre fin à la phase chaude de la guerre, nous devons placer sous l'égide de l'Otan le territoire de l'Ukraine que nous contrôlons ». Il prétend que c'est pour un cessez-le-feu : « C'est ce que nous devons faire rapidement, et ensuite l'Ukraine pourra récupérer l'autre partie de son territoire par des voies diplomatiques. »

Le même jour, le ministre ukrainien des Affaires étrangères Andriy Sybiha a envoyé une lettre à ses homologues des pays membres de l'Otan, demandant l'adhésion de son pays. « Je vous demande instamment d'approuver la décision d'inviter l'Ukraine à rejoindre l'Alliance, au nombre des conclusions de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan les 3 et 4 décembre 2024. »

Le même jour, Richard Moore, chef du Secret Intelligence Service (MI6), tient un discours à l'ambassade du Royaume-Uni à Paris. Il dénonce une éventuelle victoire russe en Ukraine : « Notre sécurité – britannique, française, européenne et transatlantique – sera mise en péril ». Il affirme que la Russie mène une intense campagne de sabotage : « Nous avons récemment découvert une campagne de sabotage russe d'une témérité stupéfiante en Europe, alors même que Poutine et ses acolytes recourent au sabre nucléaire pour semer la peur quant aux conséquences d'une aide à l'Ukraine ».

Le même jour, Nicolas Lerner, chef de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), salue la coopération franco-britannique. « J'aimerais aussi indiquer combien l'action des services français et britanniques nous a permis ces dernières années de détecter, d'anticiper et de réagir de manière conjointe contre toutes les formes renouvelées d'agressivité russe et singulièrement des services russes à notre égard. »

Le même jour, interview par Le Figaro de l'ancien chef d'état-major de l'armée polonaise Rajmund Andrzejczak, qui prône la guerre. « Il faut que les Ukrainiens puissent frapper Saint-Petersbourg et Moscou. » « Quand tout a commencé et que la Pologne a tout fait pour aider, donnant 350 chars à Kiev, puis des Himars, des Patriot, on a crié à l'escalade. Les Polonais ont aussi poussé pour les F16. Et malgré ces lignes rouges, rien ne s'est passé. Si les Polonais y allaient, où seraient la France, l'Allemagne ? Pour que l'Europe se réveille, elle aura besoin d'un "double expresso". »

Le même jour, interview du général Jean-Paul Perruche, ancien directeur de l'état-major de l'Union européenne, par La Dépêche du Midi. Il aborde directement la question de l'envoi de troupes françaises en Ukraine.

« C'est justement l'autre urgence : la formation des militaires ukrainiens. Maintenant, elle est envisagée directement sur place. C'est plus facile, ça va plus vite et les gens sont près de leur matériel. Cela suppose des instructeurs, des formateurs, des conseillers, mais des agences privées peuvent aussi s'en charger avec d'anciens militaires.

Quant à l'envoi de troupes, ce serait un troisième stade, après le matériel et les instructeurs, qui consisterait alors en une force d'intervention ou d'interposition européenne. C'est évoqué dans un certain nombre de scénarios et prioritairement pour accompagner un cessez-le-feu et donc un gel du front, un peu à la coréenne.

Maintenant, si jamais les Ukrainiens craquaient avant cet éventuel cessez-le-feu, cela poserait la question des forces Terre-Air-Mer à envoyer pour les soutenir. L'éventail est très

large.

Après les instructeurs, on a les forces spéciales et, au-delà, seule la situation déterminera quelles forces envoyer, par exemple, s'il fallait protéger l'espace aérien ukrainien, mais dans ce cas-là, nous deviendrions cobelligérants, un véritable tournant dans la guerre. La France est en effet la seule puissance nucléaire de l'Union européenne (...). Ce qui est envisagé est donc pragmatique : créer une forte coalition militaire européenne, sous l'égide de deux puissances nucléaires — France et Royaume-Uni, ce qui la mettrait un peu à l'abri d'un chantage isolationniste de la part des États-Unis ; une force qui pourrait répondre à différents scénarios d'évolution du conflit. Mais il faudrait vraiment que la situation devienne catastrophique avant l'ouverture de négociations pour qu'on entre en cobelligérance. Je ne l'envisage pas, en l'état. Mais bon... Les scénarios du pire peuvent aussi se produire. »

Le même jour, cinq députés français appellent à la « création d'une coalition européenne dans l'envoi d'instructeurs militaires en Ukraine ». L'information n'est diffusée nulle part en France. Les cinq députés sont Frédéric Petit (Les Démocrates), Laurent Mazaury (Libertés, Indépendants, Outre-Mer et Territoires) Anne Pic (Socialistes et apparentés), Constance Le Grip (Ensemble pour la République), Xavier Roseren (Horizons & Indépendants). Il est affirmé qu'il ne s'agit pas d'envoyer des troupes au sol, seulement des formateurs.

1er décembre 2024 : visite surprise en Ukraine de la responsable de la diplomatie de l'Union européenne Kaja Kallas et du président du Conseil de l'Union européenne Antonio Costa, à l'occasion du premier jour de leur prise de fonction. « Nous sommes venus pour faire passer un message clair : nous sommes aux côtés de l'Ukraine et nous continuons à lui apporter tout notre soutien. »

2 décembre 2024 : visite surprise en Ukraine du chancelier allemand Olaf Scholz. « L'Allemagne restera le principal soutien de l'Ukraine en Europe. »

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu s'inquiète d'une éventuelle chute du gouvernement.

« Depuis 2017, sous l'impulsion du Président de la République, nous avons oeuvré sans relâche pour réarmer notre pays. Ce réarmement, le Parlement a confirmé son amplification à l'été 2023 en votant la loi de programmation militaire, en vue de plus que doubler le budget des armées d'ici à 2030.

Le vote d'une censure du Gouvernement, et donc de l'absence de budget pour l'année 2025, viendrait briser cet élan essentiel pour la protection de nos concitoyens, en empêchant la hausse proposée de 3,3 milliards d'euros pour le budget de notre défense. Elle aurait des conséquences très concrètes pour nos armées, mais aussi plus largement pour nos industriels français de défense : plus de 200.000 emplois dans plus de 4.000 entreprises partout sur nos territoires.

Pour nos militaires, cela serait l'impossibilité immédiate de revaloriser leur solde. Et l'impossibilité de recruter les 700 effectifs supplémentaires prévus. Pour notre modèle de sécurité, l'impossibilité de financer les efforts de modernisation prévus, comme l'impossibilité de lancer la commande de notre futur porte-avions, et donc d'accumuler un retard ne permettant potentiellement pas de faire la jointure lorsque le Charles de Gaulle quittera le service actif. Ce seul projet représente 10 milliards d'euros d'investissements, qui irrigueraient directement des filières industrielles complètes partout en France.

Pour notre industrie de défense justement, et pour l'ensemble de ses sous-traitants, de la

TPE familiale à nos grands champions, cela rendrait impossible de garantir fermement les très nombreuses commandes prévues.

Cette censure, c'est la mise en danger des emplois liés dans l'ensemble de nos territoires. Alors que le monde se réarme et que les menaces s'accumulent, nos armées et nos industriels ont besoin de stabilité, de visibilité, et donc de confiance.

C'est l'inverse qui se produirait en cas d'adoption d'une motion de censure contre le budget de la France. »

4 décembre 2024 : réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. La ligne française est résumée comme suit.

« La France porte, en particulier, les messages suivants :

1. L'importance de notre unité et notre détermination dans le soutien à l'Ukraine et face à la menace russe : il s'agit du sujet prioritaire de cette réunion, car la guerre en Ukraine touche aux intérêts de sécurité fondamentaux de l'Europe et donc de l'Alliance. Dans la continuité des engagements pris au Sommet de l'OTAN de Washington, le Ministre délégué a rappelé l'importance de consolider et d'approfondir le soutien apporté à l'Ukraine, en pleine complémentarité avec les initiatives portées à l'Union européenne.

2. L'importance des efforts destinés à assurer notre défense collective et la sécurité de la zone euro-atlantique, en renforçant nos dispositifs de défense mais aussi en améliorant nos efforts de préparation et notre capacité d'adaptation face à la diversification des menaces, de plus en plus déterritorialisées, dans le cyber, le spatial ou le champ informationnel.

3. Les Européens doivent s'impliquer pour prendre davantage leurs responsabilités et leur part du fardeau, et ainsi renforcer le pilier européen de l'OTAN.

Ce travail est déjà très largement engagé mais doit se poursuivre. L'Union européenne joue un rôle majeur pour fédérer et orienter ces efforts, pour ancrer le soutien à l'Ukraine dans la durée et renforcer l'industrie de défense européenne. »

7 décembre 2024 : à l'occasion de la réouverture de Notre-Dame, passage à Paris du futur président américain Donald Trump et du président ukrainien Volodymyr Zelensky ; organisation d'une rencontre tripartite par le président français Emmanuel Macron.

11 décembre 2024 : le responsable de la « brigade Anne de Kyiv » formée en France et venant d'arriver en Ukraine est débarqué.

12 décembre 2024 : rencontre à Berlin des ministres des Affaires étrangères de France, d'Allemagne, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que la représentante de la politique étrangère de l'Union européenne. « Nous continuerons à soutenir l'Ukraine sur la voie irréversible de la pleine intégration euroatlantique, y compris l'adhésion à l'Otan. »

Premier grand discours de nouveau chef de l'Otan Mark Rutte. « Il est temps de passer à un état d'esprit de temps de guerre. » « Nous ne sommes pas en guerre, mais nous ne sommes certainement pas en paix non plus. » Il souligne notamment qu'il faut prendre une petite partie des sommes alloués aux retraites, prestations sociales, etc.

« En moyenne, les pays européens dépensent facilement jusqu'à un quart de leur revenu national pour les pensions, la santé et les systèmes de sécurité sociale. Nous avons besoin d'une petite fraction de cet argent pour renforcer notre défense et préserver notre mode de vie. Donner la priorité à la défense exige un leadership politique. Cela peut être difficile et risqué à court terme, mais c'est absolument essentiel à long terme. »

« N'oublions pas qu'en Europe, nous représentons 10 % de la population mondiale et que nous consacrons 50 % des dépenses mondiales à la sécurité sociale. En ce sens, je pense que nous avons une certaine marge de manœuvre. »

Visite éclair du président français Emmanuel Macron à Varsovie, alors qu'il était censé annoncer la nomination d'un nouveau premier ministre. Lors de la conférence de presse avec le premier ministre polonais Donald Tusk, il affirme son allégeance à la superpuissance américaine. « L'administration Trump a indiqué sa volonté d'essayer d'infléchir la ligne de ce conflit, et il nous faut donc travailler de manière très étroite avec les Américains, avec évidemment l'Ukraine, pour trouver un chemin possible, qui prenne en compte les intérêts de l'Ukraine, sa souveraineté et les intérêts des Européens et leur sécurité. »

Donald Tusk a expliqué de son côté qu'il entendait « couper court aux spéculations sur la présence potentielle de troupes d'un pays ou d'un autre en Ukraine une fois le cessez-le-feu ou la paix instaurés. Le président (Macron) en est conscient, nous en avons discuté. »

15 décembre 2024 : Le Figaro magazine s'inquiète par l'intermédiaire de François d'Orcival, un journaliste au très long parcours à droite de la droite : « Perdante en Syrie, la Russie boute la France hors d'Afrique ».

17 décembre 2024 : long interview du président ukrainien Volodymyr Zelensky, « un leader déterminé et un homme touchant », dans Le Parisien. Il est dit au sujet d'Emmanuel Macron : « Au début de l'invasion à grande échelle, Emmanuel a été l'un des rares leaders avec lequel je discutais pratiquement tous les jours au téléphone, sans intermédiaire ni protocole. Nous parlions directement des défis, de ce qu'il fallait faire. Emmanuel a toujours fait partie de ce petit cercle de cinq, sept dirigeants proches de l'Ukraine. Je lui en suis très reconnaissant. »

De manière erronée, stupide ou propagandiste, il est dit par le président ukrainien que la Russie a tué des « millions de personnes » : « Poutine a tué de nombreux Ukrainiens, y compris parmi la population civile. Il continue de le faire tous les jours. Il frappe avec des missiles, torture, détruit des bâtiments historiques, occupe nos terres, tue des millions de personnes. »

Volodymyr Zelensky affirme aussi que la Russie compte attaquer l'Europe en général : « Si l'Ukraine perd, la Russie attaquera d'autres pays européens, y compris les membres de l'Otan. C'est inévitable. Elle avancera même plus vite car elle aura conscience d'avoir battu une des armées les plus aguerries du continent européen. »

Le Figaro publie un long article dénonciateur intitulé « Intellectuels, influenceurs ou complottistes : plongée dans la galaxie complexe des 'pro-russes' »

Ouest France publie un article du même esprit : « Un Nantais à la solde des Russes sur les réseaux sociaux ? »

Intelligence online publie un article parlant d'une session de formation au Commandement de la cyberdéfense à Rennes, avec des responsables de la France, de la Pologne et de l'Ukraine.

18 décembre 2024 : le président français Emmanuel Macron se rend à Bruxelles, où le président ukrainien Volodymyr Zelensky rencontre le même jour le dirigeant de l'Otan Mark Rutte. Le communiqué français affirme que la France « continuera de donner à l'Ukraine les moyens de se défendre et de faire échec à la guerre d'agression menée par la Russie depuis bientôt trois ans. » Le président ukrainien a dit de son côté : « J'ai eu une réunion productive avec le président français. Nous avons eu une discussion approfondie en tête-à-tête, axée sur les priorités clés pour renforcer davantage la position de l'Ukraine face

à l'agression russe. L'accent reste clairement mis sur le renforcement des capacités de défense aérienne. J'ai remercié la France d'avoir formé une brigade pour notre armée et nous avons convenu de poursuivre cette coopération pour former une brigade de plus. Nous savons espérer que nos partenaires se joindront à ces efforts et contribueront à la conception des brigades ukrainiennes supplémentaires. »

François Hollande tient des propos ultra-bellicistes sur France Info.

Devant une commission parlementaire, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot affirme qu'il disposait « d'éléments qui confirment que la Russie tente également de manipuler des influenceurs dans d'autres pays européens, dont la France ». Il exige ainsi la discipline dans les rang : « Les investigations sont en cours. Nous appelons les créateurs de contenu comme leurs abonnés à la plus grande vigilance sur ces menaces qui pèsent sur notre débat public ».

France info publie un article se moquant des soldats nord-coréens agissant dans la région de Koursk contre l'armée ukrainienne : « Des techniques des années 1950 ». Les remontées de terrain du côté ukrainien soulignent au contraire l'efficacité des soldats (rapidité, organisation, professionnalisme en général).

19 décembre 2024 : France culture fait un éloge à peine masqué de l'attentat des services secrets ukrainiens à Moscou contre Igor Kirillov, un haut dirigeant russe.

Le Figaro, au lendemain de l'annonce par le président ukrainien Volodymyr Zelensky d'une nouvelle brigade de l'armée ukrainienne formée en France, publie des informations très négatives au sujet de la première, « Anne de Kiev ». « Le 11 décembre, le colonel Dmitry Ryumshin, annonçant qu'il quittait le commandement de la brigade dans un message sur les réseaux sociaux (...). Le réquisitoire sévère d'une députée, Maryana Bezugla, qui déclarait récemment dans la presse ukrainienne exercer «un contrôle démocratique civil nécessaire en temps de guerre», a fait grand bruit. «Le sort de la 155e Brigade mécanisée reste le même que celui de toutes les autres 'brigades zombies' ou 'brigades de papier', comme on les appelle aussi. On y intègre de force des gens, mais aucune coordination des structures de commandement n'est assurée. Plus tard, l'unité est tout simplement démantelée et rattachée à d'autres, la plupart étant envoyées dans des unités d'assaut, à l'exception de celles 'placées' à des postes d'état-major par des stratagèmes douteux», avait écrit sur X la parlementaire issu du parti «Serviteur du peuple», celui de Volodymyr Zelensky. Et de se demander : «Qu'est-il arrivé à la 155e brigade» ? «Même les efforts français pour spécialiser la brigade n'ont pas pu la sauver des mauvaises décisions militaires de nos généraux, qui ont finalement démantelé l'unité (...) Maintenant, de retour en Ukraine, cette brigade est démantelée comme des organes donneurs pour d'autres brigades», concluait-elle. Un correspondant de guerre ukrainien médiatique, Yuriy Butusov, a également fait part de «centaines» de désertions au sein de la brigade Anne de Kiev. «Ils y ont entassé de force plusieurs milliers de personnes de la rue. Plusieurs centaines, plus d'un millier d'entre elles, sont immédiatement rentrées chez elles après leur arrivée dans l'unité», a-t-il déclaré début décembre dans une vidéo. »

France Info explique que la « France forme, depuis maintenant deux ans, des démineurs plongeurs ukrainiens ».

La revue L'Express publie un dossier de vingt-quatre pages : « Les espions russes au cœur de l'Élysée. Du général de Gaulle à Emmanuel Macron, nos révélations ».

23 décembre 2024 : annonce du gouvernement du Premier ministre François Bayrou, où Sébastien Lecornu reste une nouvelle fois ministre des Armées. Jean-Noël Barrot reste également ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

27 décembre 2024 : Sergueï Lavrov affirme lors d'une conférence de presse: « Je n'entrerai pas dans les détails pour ne pas décevoir qui que ce soit, mais, à plusieurs reprises, nos collègues français ont lancé des appels par le biais de canaux confidentiels: « laissez-nous aider, établissons un dialogue sur la question ukrainienne ». D'ailleurs, sans l'Ukraine. »

31 décembre 2024 : des hackers considérés comme pro-Russie du groupe Noname057(16) paralysent 23 sites français (des villes d'Angers, de Marseille, de Montpellier, de Nantes, de Nice, de Pau, de Tarbes..., du département des Landes, ainsi que de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie)

2 janvier 2025 : la presse française reprend massivement l'information d'une 155^e brigade ukrainienne « Anne de Kiev » qui a été laminée sur le front ainsi que finalement éparpillée pour combler d'autres unités.

8 janvier 2025 : les députés du Parti socialiste reprochent à Emmanuel Macron des propos appelant à « des discussions réalistes » pour régler le conflit en Ukraine ; ils dénoncent une « déclaration parfaitement malvenue, puisque lourde de sous-entendus », assumant leur position belliciste intransigeante contre la Russie en affirmant que l'Ukraine doit « recouvrer sa pleine souveraineté dans ses frontières internationalement reconnues en 1991. C'est-à-dire avec la Crimée et le Donbass ».

9 janvier 2025 : le président ukrainien Volodymyr Zelensky explique en Allemagne sur la base américaine de Ramstein, en présence du « groupe de contact » des alliés occidentaux du régime ukrainien, que « le déploiement de contingents de partenaires est l'un des meilleurs instruments » pour « forcer la Russie à la paix ».

Le journal L'Opinion tente d'attribuer l'échec complet de la brigade ukrainienne formée en France au « passé soviétique ».

13 janvier 2025 : le président ukrainien Volodymyr Zelensky affirme avoir eu le président français Emmanuel Macron au téléphone. « La conversation a été assez longue et détaillée. Nous avons discuté du soutien à la défense (...). Nous avons également discuté du déploiement de contingents partenaires et de la formation de nos militaires ». De son côté, l'Élysée a fait savoir que « Le chef de l'État a rappelé au président Zelensky qu'il pouvait compter sur la détermination et le soutien indéfectible de la France pour faire échec à la guerre d'agression menée par la Russie depuis bientôt trois ans ».

Aux Nations-Unies, la coordinatrice politique de la France auprès des Nations-Unies Isis Jaraud Darnault intervient au sujet des prisonniers de guerre, accuse la Russie de crimes de guerre, et affirme que « La France continuera d'aider l'Ukraine aussi intensément et aussi longtemps que nécessaire, afin que la guerre d'agression de la Russie soit mise en échec et qu'un règlement juste et durable du conflit soit possible ».

15 janvier 2025 : l'information « fuite » concernant un exercice militaire français, dénommé « Persée », avec les soldats du Commandement des Actions Spéciales Terre, simulant une intervention militaire en Ukraine, au nord de Kiev.

16 janvier 2025 : Franceinfo publie un article vrai/faux intitulé « L'armée française a-t-elle mené un exercice secret pour préparer ses forces spéciales à partir en Ukraine ? », sans pour autant confirmer ou infirmer.

Nicolas Rivière, représentant permanent de la France auprès des Nations unies, dénonce la Russie, demande à « tous les États de s'abstenir de fournir à la Russie les équipements militaires, les biens à double usage, et tous les composants qui alimentent cette guerre », affirme que « la France reste déterminée à poursuivre et renforcer son soutien à l'Ukraine,

afin de lui donner les moyens d'exercer son droit à la légitime défense et de faire échec à l'agression de la Russie ».

17 janvier 2025 : le ministre des Armées français Sébastien Lecornu a dénoncé la Russie après qu'un avion de la marine française a été la veille la « cible de mesures d'intimidation russes » : celui-ci « patrouillait en espace aérien international au-dessus de la mer Baltique, dans le cadre d'une opération de l'OTAN, et a été illuminé par le radar de conduite de tir d'un système de défense sol/air S400 ». « Cette action agressive [sic] russe n'est pas acceptable. »

21 janvier 2025 : l'armée française indique que deux avions Rafale ont intercepté, sous l'égide de l'Otan, deux avions russes au-dessus de la mer Baltique et les ont raccompagnés jusqu'à l'enclave de Kaliningrad.

22 janvier 2025 : le président ukrainien Volodymyr Zelensky affirme lors d'une interview à l'occasion du sommet économique de Davos qu'il fallait un déploiement de forces occidentales en Ukraine, « 200 000, c'est un minimum. Sinon, ce n'est rien ».

29 janvier 2025 : « fuite » d'une lettre du directeur général de la gendarmerie Hubert Bonneau à ses troupes. Il aborde directement la question de l'entrée en guerre de la France et du rôle de la gendarmerie pour maintenir l'ordre sur le front intérieur. « Depuis l'invasion russe en Ukraine, la possibilité d'un conflit armé et d'une agression du sanctuaire national doit sérieusement être envisagée. » « Les évolutions politiques aux États-Unis avec leurs possibles conséquences sur l'Otan, vont sans doute pousser l'Europe à s'engager plus en avant pour sa propre défense. Aussi, le contrat opérationnel des armées est-il plus que jamais tourné vers l'hypothèse d'un engagement majeur. »

6 février 2025 : le ministre des Armées Sébastien Lecornu annonce l'arrivée en Ukraine des premiers Mirage 2000-5F, qui seront utilisés par des pilotes ukrainiens formés pendant plusieurs mois en France.

7 février 2025 : le groupe français Thales a annoncé l'achat par le ministère de la Défense ukrainien d'un deuxième système complet de défense aérienne (un ControlMaster 200 (CM 200) incluant un radar Ground Master 200 de surveillance aérienne, un système de communications radio, un centre de commandement et de contrôle (C2) ControlView, ainsi qu'un terminal portable d'allocation d'armes), dans le cadre d'un contrat « sous l'égide du ministère des Armées français ».

11 février 2025 : un rapport des renseignements danois prétend que la Russie pourrait lancer une « guerre à grande échelle » en Europe d'ici cinq ans. L'information est reprise par les médias français (CNews, Journal du Dimanche.)

12 février 2025 : Donald Trump s'entretient par téléphone avec Vladimir Poutine pendant près de 90 minutes. Début de l'affirmation d'une rencontre américano-russe au sommet pour régler le conflit ukrainien.

Le Conseil de Paris vote à l'unanimité de rebaptiser une avenue du nom d'Alexeï-Navalny près de l'ambassade de Russie, dérogeant à la règle de cinq ans de délai entre le décès et la nomination. Cela en raison de « l'importance des engagements » de Navalny, « pour la figure de résistance qu'il incarnait face à la dictature de Vladimir Poutine ».

13 février 2025 : invité de BFMTV, le ministre des Armées Sébastien Lecornu affirme que la France « n'est pas mise de côté » dans les négociations sur l'Ukraine. Il exprime également la nécessité de revoir le « rythme » du réarmement français vu que l'on « va vers un monde très difficile ».

14 février 2025 : le belliciste Raphaël Glucksmann appelle une fois de plus à la guerre. Dans le quotidien italien le Corriere della sera, il affirme que « la France n'a pas envoyé assez d'armes à Kiev ». « En Europe, il y a les pays clairement pro-russes, la Hongrie d'Orbán et la Slovaquie de Fico. De l'autre côté, les pays baltes, les pays scandinaves et la Pologne, les seuls qui aident réellement l'Ukraine et qui se préparent déjà à une nouvelle guerre, sur le sol de l'Union européenne, dans les années à venir. Et puis ceux qui hésitent, l'Allemagne mais aussi l'Italie et la France. » « Il faut saisir les 200 milliards d'euros d'actifs publics russes gelés dans les banques européennes depuis le début de la guerre. Nous sommes à un tournant pour l'Europe. Tous les services de sécurité européens, de Riga à Berlin, disent la même chose : Poutine va tester directement nos défenses dans les années à venir. Écoutons-les ! »

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen appelle les membres de l'Union européenne à augmenter « considérablement » leurs dépenses de défense. Elle propose de déverrouiller les traités budgétaires européens afin de permettre ces dépenses.

15 février 2025 : une source proche de la présidence française explique que la France discute avec ses alliés de la possibilité d'organiser une réunion informelle de dirigeants européens sur l'Ukraine. Le ministre polonais des Affaires étrangères Radosław Sikorski, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, déclare qu'Emmanuel Macron avait souhaité que les dirigeants européens se réunissent à Paris.

La compagnie d'État ukrainienne Ukroboronprom annonce la signature d'un contrat de joint-venture avec le groupe français Thales.

17 février 2025 : dans le contexte du rapprochement américano-russe, Emmanuel Macron invite en urgence à une réunion à Paris, afin de discuter de la question de l'envoi des troupes en Ukraine, dans le cadre d'une trêve. Sont présents le premier ministre britannique Keir Starmer (qui a mis en avant l'idée d'envoyer des troupes de son pays), la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, le Premier ministre polonais Donald Tusk, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, le Premier ministre néerlandais Dick Schoof, la Première ministre danoise Mette Frederiksen, le président du Conseil européen António Costa, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte.

18 février 2025 : rencontre à Ryad en Arabie saoudite des chefs de la diplomatie américaine et russe, Marco Rubio et Sergueï Lavrov. La porte-parole du département d'État américain Tammy Bruce a indiqué que tous deux s'étaient mis d'accord pour « poser les bases d'une future coopération sur des enjeux géopolitiques d'intérêt commun et sur les opportunités économiques et d'investissement historiques qui émergeront d'une issue réussie au conflit en Ukraine ».

Le Premier ministre français François Bayrou, lors du petit déjeuner hebdomadaire du socle commun gouvernemental, a affirmé que « Pour la première fois depuis 1945, la guerre peut arriver sur le sol européen, autour de nous ». « On est dans un contexte des années 30 avec des icebergs qui arrivent face à nous, et la réunion de Paris à l'Élysée n'a pas permis de les éloigner. »

Emmanuel Macron accorde une interview à la presse régionale. « Ne pensez pas que l'impensable ne peut pas arriver, y compris le pire. » « La Russie constitue une menace existentielle pour les Européens. »

19 février 2025 : réédition de la réunion au plus haut niveau du 17, cette fois par visioconférence, avec trois pays s'y ajoutant (le Canada, la Norvège et l'Islande).

20 février 2025 : Emmanuel Macron réunit les chefs des groupes parlementaires et de partis en présence du chef d'Etat major de l'armée française et du directeur général adjoint de la DGSE. Il souligne que la Russie serait une « menace existentielle ». Plus tard dans la journée, il organise un questions-réponses sur les réseaux sociaux et présente la Russie comme « armée jusqu'aux dents et à nos frontières ».

22 février 2025 : Emmanuel Macron, en visite au Salon de l'agriculture, présente la situation comme suit : « La France a de quoi se protéger, mais il y a la guerre en Europe. Une puissance, la Russie, s'est surarmée. On ne sait pas où elle s'arrêtera. Il faut que nous agissions tous pour la contenir. »

23 février 2025 : le président du Conseil européen Antonio Costa annonce la convocation d'un sommet européen spécial consacré à l'Ukraine le 6 mars.

24 février 2025 : communiqué de l'Elysée au sujet du voyage d'Emmanuel Macron à Washington : « À l'invitation du Président Trump, le Président Emmanuel Macron s'est rendu à Washington ce lundi 24 février 2025. Ce jour marquait le troisième anniversaire de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Dans ce moment d'une gravité particulière, la France, les Etats-Unis et les alliés européens doivent entretenir un dialogue permanent et confiant, alors que la sécurité de l'Ukraine et de l'Europe sont en jeu. Dans la matinée, les deux chefs d'Etat ont participé à une visioconférence avec les autres membres du G7. Ils se sont ensuite retrouvés pour un entretien bilatéral puis un déjeuner de travail. »

Dans la foulée, les Etats-Unis proposent une résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU par 10 voix (Etats-Unis, Chine, Russie, Algérie, Guyana, Pakistan, Panama, Corée du Sud, Sierra Leone, Somalie) et 5 abstentions (France, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Grèce et la Slovaquie).

A l'occasion des trois ans du conflit armé, l'Ukraine sort une série de trois timbres à 109 600 exemplaires réalisée par l'artiste français James Colomina.

Visite à Kiev de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui annonce une nouvelle aide de 3,5 milliards d'euros, comme avance d'un fonds d'assistance plus important de 50 milliards d'euros mis en place en 2024. « Nous devons accélérer la livraison immédiate d'armes et de munitions. Cela sera au cœur de notre travail dans les semaines à venir (...). Dans cette lutte pour la survie, ce n'est pas seulement le destin de l'Ukraine qui est en jeu. C'est celui de l'Europe. »

Le ministre délégué en charge de l'Europe Benjamin Haddad est à Kiev et affirme qu'il faut rejeter « toute forme de cessez-le-feu bâclé et de capitulation ».

L'Union européenne impose à la Russie un seizième train de sanctions.

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Alain Berset, lors d'une cérémonie organisée sur le parvis de l'institution à Strasbourg, souligne « l'entier soutien » au régime ukrainien.

Tôt le matin, la police affirme que trois cocktails molotov sont projetés dans les jardins du consulat de Russie à Marseille. Il n'y a pas de dégâts. Le préfet affirme qu'il s'agit de bouteilles de soda (sans doute unissant du coca cola et des bonbons menthos pour obtenir une détonation).

Éloge de par Le Figaro de « Volodymyr Zelensky, le président qui regarde l'Histoire en face ».

25 février 2025 : accord entre les Etats-Unis et l'Ukraine pour la mise en place d'un fonds conjoints aux deux pays concernant les richesses minières ukrainiennes et les revenus qui en seraient issus.